



BRETAGNE

IL PARAÎT qu'il pleut tout le temps en Bretagne. C'est ce que disent ceux qui n'y vivent pas (ou qui réservent la mauvaise semaine de vacances). Plaisanterie à part, ce préjugé pourrait ne pas survivre au réchauffement climatique. La région est en effet confrontée à une sécheresse inédite et durable qui remet en cause l'approvisionnement en eau potable.

Voilà plusieurs semaines que les départements bretons sont placés en alerte crise sécheresse, et la situation ne s'améliore guère malgré l'arrivée de l'automne

paradoxe. Après une énième réunion du comité de gestion de la ressource en eau d'Ille-et-Vilaine, la préfecture a annoncé ce mardi que les mesures de restriction et d'interdiction étaient maintenues. Impossible de remplir sa piscine, d'arroser les pelouses, fleurs et jardins potagers, de laver les véhicules, de nettoyer les terrasses et les façades.

Situation très critique dans les Côtes-d'Armor

La préfecture décrit « une situation extrêmement difficile » et appelle à la responsabilité des consommateurs. Les épisodes pluvieux qui ont tou-

jours y changent rien. « Leur durée, leur répartition et leur intensité ne permettent pas aujourd'hui d'assurer la recharge de la ressource », ajoute la préfecture. En l'absence de pluies efficaces, un risque de rupture n'est pas écarté à partir de décembre. C'est dans les Côtes-d'Armor que la situation est la pire : il y est d'ores et déjà compliqué de satisfaire la demande en eau potable. « À moyen terme (trente à trente-cinq jours dans certains secteurs), les ressources seront épuisées », alertait la préfecture dès le 27 septembre.

Alors comment en est-on arrivé là ? En Bretagne, l'ali-

assurée à 25 % seulement par les eaux souterraines, les 75 % restants étant issus des eaux superficielles (cours d'eau et retenues), à l'inverse du reste du territoire national. Le fameux crachin breton sert donc à alimenter les rivières et les barrages dont dépendent les habitants. Or, on constate un déficit pluviométrique depuis l'automne dernier, aggravé par les épisodes de fortes chaleurs estivales. À cela s'ajoute une hausse continue de la consommation d'eau.

Lorsqu'il pleut, les sols, trop peu humides, ne laissent pas passer l'eau pour recharger les nappes phréatiques. Les

sement, et la région tient pour le moment grâce à son système d'interconnexions et à la solidarité entre départements. « C'est compliqué de dire à un Breton qu'il va manquer d'eau mais on ne peut pas continuer à consommer autant », assure Joseph Boivent, président du SMG Eau 35.

Pour Eau et rivières de Bretagne, il existe « un risque réel de pénurie ». Selon l'association, « la majorité des acteurs ne semblent toujours pas avoir pris la mesure des enjeux. Résultat, les restrictions ont souvent été prises tardivement et trop peu relayées par les collectivités pour être efficaces. »

ET AUSSI

AUVERGNE - RHÔNE-ALPES PLUS « VERT » LE BUS

Après une longue concertation, la métropole de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) vient d'adopter le projet InspiRe qui doit permettre de restructurer le réseau de transports en commun. Deux nouvelles lignes de bus électriques seront créées ainsi que 20 km de pistes cyclables. Les travaux débiteront l'an prochain pour un coût total de 324 millions d'euros.

DES VOITURES EN MOINS

La métropole de Grenoble (Isère) vient de lancer une concertation auprès de ses habitants sur la manière dont sera appliquée la zone à faible émission (ZFE) aux véhicules particuliers les plus polluants. Elle sera pro-

gressivement mise en place de juillet 2023 à 2025. La métro veut ainsi cerner les besoins des usagers (horaires, accès aux gares, aides au changement de véhicule). La concertation est accessible jusqu'au 9 décembre sur la plate-forme Metropoleparticipative.fr.

BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ MALIN, LE CERF !

Un magnifique cerf a instinctivement trouvé comment échapper à une chasse à courre, au cours du week-end dernier, dans la région de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). Il s'est en effet réfugié dans la cour de la maison d'un particulier à Villiers-le-Duc. L'animal a attendu que le danger s'écarte avant de regagner la forêt !

TOUJOURS PLUS ÉLECTRIQUE

L'usine Stellantis (ex-Peugeot) de Sochaux (Doubs) poursuit son évolu-

tion vers les véhicules électriques. Un espace de près de 6 000 m² va être consacré à la production en série de packs batterie destinés aux véhicules hybrides ou tout électriques. Une quinzaine de postes par tournée vont être mis en fonction pour l'occasion, en mobilité interne. Les premières batteries devraient sortir en mars.

CORSE QUARTIER EN COLÈRE

Les habitants de Boticcione, un quartier populaire d'Ajaccio (Corse-du-Sud), lancent un collectif pour se faire entendre. Depuis plusieurs semaines, leur quotidien est dégradé par la pollution et les embouteillages. Les déchets et autres encombrants ne sont plus ramassés et la suppression d'un rond-point provoque chaque jour d'immenses embouteillages. Même la ligne de bus qui desservait le secteur a

été supprimée. Une pétition pour interpellier la mairie et la région a déjà recueilli près de 4 000 signatures.

GRAND-EST STRASBOURG BROIE DU NOIR

La ville de Strasbourg (Bas-Rhin) a dévoilé ce mardi de nouvelles mesures pour limiter les factures énergétiques. Cet hiver, les lampadaires seront éteints chaque nuit de 1 heure à 5 heures dans les secteurs résidentiels. Les monuments publics ne seront plus illuminés à partir de 23 heures chaque soir, à l'exception de la cathédrale. Enfin, la lumière des panneaux publicitaires et des commerces sera limitée la nuit.

LA FIN DES TRÉSORERIES

Cinq trésoreries de Meurthe-et-Moselle doivent fermer à la fin de l'année, au profit des structures France Services, à Colombey-les-Belles, Blainville-sur-

l'Eau, Saint-Nicolas-de-Port, Maxéville et Neuves-Maisons. Ce mardi, les agents concernés se sont mobilisés pour une opération tractage auprès des usagers. Trois autres trésoreries seraient menacées de connaître le même sort, selon l'intersyndicale.

ADIEU PISCINE ART DÉCO

Sobriété énergétique à Reims (Marne) aussi. La municipalité vient, entre autres mesures, d'annoncer la fermeture de la piscine Talleyrand. Cet emblème du style Art déco va fermer ses portes à partir du 24 octobre, pour une durée indéterminée. C'était l'un des rares équipements à ne pas être raccordé à un réseau de chaleur urbain. Les quatre autres piscines gérées directement par la ville resteront ouvertes, même si une baisse de température est prévue. Idem pour le complexe aquatique UCPA.